Par **PLUS DE QUATRE MILLE UNIVERSITAIRES**

D'étranges articles, vantant le bilan positif et consensuel de la politique menée au cours des deux dernières années par Geneviève Fioraso au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ont fleuri dans l'attente de la nomination des secrétaires d'Etat suite au dernier remaniement ministériel. Ils ont déclenché une véritable étincelle parmi notre communauté universitaire et scientifique. La situation est si grave que quelques exemples suffisent à prendre la mesure du désastre de la poursuite de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU). Le 25 octobre 2013, la Conférence des présidents d'universités (CPU) a déclaré que les solutions et les efforts consentis *«atteignent leurs limites»* : la situation *«sera bientôt intenable pour la majorité de nos établissements, à court terme, l'ensemble des universités françaises risque de ne plus pouvoir assurer les missions de service public que l'Etat leur a assignées»*. Le mois dernier, le Conseil scientifique du CNRS et l'Académie des sciences ont tiré à leur tour la sonnette d'alarme.

Il est pour le moins paradoxal qu'un gouvernement dit «de gauche» poursuive la fragilisation, si ce n'est le démantèlement, des missions de service public…

Le monde universitaire bruisse de nouvelles atterrantes : chargés de TD congédiés la veille des cours, précarisation de fait des non-titulaires, mise sous tutelle de certaines universités par les rectorats (contrairement aux promesses de campagne), dégradation des lieux d'enseignement, etc. Thomas Piketty, directeur d'études à l'EHESS, dénonçait la *«faillite silencieuse à l'université»* (*Libération*, 18 novembre 2013), principal échec de la présidence Hollande. Dans un texte remarqué (*Libération*, 14 février), Alain Prochiantz, professeur au Collège de France, reprenait les commentaires de la Cour des comptes relatifs à l'inefficacité du très dispendieux Crédit impôt recherche (CIR), pour mieux souligner à l'inverse la sous-dotation de la recherche française fondamentale, à qui il manquerait selon lui 2 à 3 milliards d'euros – à comparer aux 6 à 7 milliards d'euros de la niche fiscale que constitue ledit CIR. Tous soulignent le faible investissement de la France dans ce domaine comparé aux pays d'importance comparable. Hier impensable, l'idée d'une faillite financière des universités semble aujourd'hui une quasi-fatalité. Elle est le résultat d'un effet mécanique de la LRU, comme le montre la situation dramatique de l'université qui avait été la (trop ?) bonne élève de la mise en œuvre des réformes Pécresse : l'université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines. Après avoir risqué la cessation de paiement, obtenu entre-temps de l'Etat deux avances remboursables, être passée sous tutelle rectorale, son budget pour 2014 serait en passe d'être connu… Mauvaise élève ? Non. Le système qui a rendu cette situation possible sévit dans toutes les universités. D'autres avec des ressources et des statuts différents connaissent les mêmes difficultés. Nos missions d'enseignement et de recherche sont menacées. Contrairement à ce qui est affirmé aujourd'hui, l'augmentation des droits d'inscription est une sanction prévisible. Payer davantage pour un enseignement supérieur de moindre qualité et une recherche au rabais ? Comment croire que c'est ainsi que l'on veut rendre l'université et la recherche meilleures ?

Dernier exemple et non des moindres, la recomposition du paysage universitaire dans des communautés d'université et d'établissements (Comue). Il nous est demandé, sans explication, d'éviter les «doublons» d'offre de formations au risque de saper les innovations pédagogiques. Or, au même moment, les services du ministère imposent, contre l'avis d'une majorité d'universitaires et sans concertation avec les associations représentatives des disciplines concernées, une réduction drastique des intitulés de masters, supprimant les spécificités qui rendent les formations attractives pour les étudiants et lisibles pour les employeurs. C'est un peu comme si un ministre du Commerce imposait aux restaurateurs de supprimer leur carte et de servir un menu unique fixé par eux sans dialogue préalable.

Il est pour le moins paradoxal qu'un gouvernement dit «de gauche» poursuive la fragilisation, si ce n'est le démantèlement, des missions de service public en appelant notamment à reproduire le modèle – supposé plus efficace – de l'entreprise, loin de toute négociation ou même concertation.

Quels que soient leur discipline, leur institution, leur statut et même leur sensibilité, les témoignages des acteurs du monde de la recherche et de l'enseignement supérieur concordent. Tous s'alarment du peu d'intérêt porté à une véritable politique de la recherche dans un contexte d'austérité programmée, du peu de crédit accordé à la parole même des chercheurs et des enseignants, du peu de respect pour le travail des personnels administratifs noyés sous le flot incessant des «réformes», des réorganisations qui ne cessent de produire des situations inextricables et des injonctions contradictoires. Pourquoi poursuivre aveuglément des réformes qui accentuent les défauts qu'elles prétendent corriger ?

Ne serait-il pas temps aujourd'hui d'insuffler enfin une nouvelle dynamique pour conduire la politique qui avait été promise et souhaitée : allégement de l'incroyable empilement bureaucratique et de l'inénarrable accumulation des évaluations qui paralysent plus qu'elles ne stimulent la recherche ; confiance et soutien au développement d'un monde scientifique fondé sur la coopération et l'échange ; frein à l'absurde logique de compétition et de course à la prétendue excellence qui n'est le plus souvent que la preuve la plus éclatante de la capacité à se conformer aux attentes du politique ? Bref, rendre encore possibles l'invention scientifique et l'innovation pédagogique.

Le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur attendait de ce remaniement la prise en compte de l'immense déception suscitée par la politique menée depuis deux ans. Non, il n'y a pas apaisement, mais bien au contraire montée de la colère et du découragement, sans aucune perspective d'amélioration. L'inquiétude sur la pérennité de nos institutions est-elle moins forte aujourd'hui ? Non. Elle n'a même certainement jamais été aussi grande. Et elle n'est pas silencieuse.

Premiers signataires : ***Pascale Laborier*** *Professeure de science politique, université Paris-Ouest-Nanterre ;* ***Marie-Laure Basilien-Gainche*** *Professeure de droit public, université Jean-Moulin-Lyon-III ;* ***Liora Israël*** *Maîtresse de conférences en sociologie, EHESS ;* ***Michaela Fontenay*** *Professeure d'hématologie, université Paris-Descartes ;* ***Pierre-Yves Baudot*** *Maître de conférences en science politique, université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines ;* ***Antoine Ducros*** *Professeur de mathématiques, université Pierre-et-Marie-Curie ;* ***Isabelle Huault*** *Professeure de sciences de gestion, université Paris-Dauphine ;* ***Alain Trautmann*** *Directeur de recherche CNRS émérite, Immunologiste, institut Cochin ;* ***Jacques Rochette*** *Professeur de génétique médicale, université de Picardie Jules-Verne, Amiens ;* ***Bruno Nassim Aboudrar*** *Professeur d'esthétique et d'histoire de l'art, université Sorbonne nouvelle Paris-III ;* ***Choukri Hmed*** *Maître de conférences en science politique, université Paris-Dauphine ;* ***Bastien François*** *Professeur de science politique, université Paris-I-Panthéon-Sorbonne ;* ***Dominique Méda*** *Professeure de sociologie, université Dauphine… et 4550 autres signataires en deux jours pour une tribune publiée le 6 avril sur : https://www.change.org/fr/pétitions/1483620*

L'ŒIL DE WILLEM